

Pêche: Michel Barnier dénonce la «flibusterie politique» des Britanniques

Par Le Figaro avec AFP
Publié il y a 5 heures,
Mis à jour il y a 4 heures



La pêche a constitué le point le plus dur de la négociation de l'accord commercial post Brexit dirigé par Michel Barnier. *Le Figaro*

L'ancien négociateur du Brexit a accusé les Britanniques de ne pas respecter les règles de l'accord entre le Royaume-Uni et l'UE.

L'ancien négociateur du Brexit pour l'UE, Michel Barnier, a pointé la «*flibusterie politique*» des Britanniques, accusés de ne pas appliquer le compromis sur la pêche, après une rencontre vendredi à Boulogne-sur-Mer avec des pêcheurs dénonçant la concurrence accrue des navires néerlandais. Sur la pêche comme sur la question irlandaise, «*on voit que les Britanniques essayent de reprendre maintenant une partie du compromis qu'ils ont conclu avec nous, ce n'est pas acceptable*», a déploré auprès de l'AFP Michel Barnier.

«*Ils refusent de donner des licences à des bateaux qui ont le droit de pêcher aux termes de notre accord*», a-t-il ajouté, voyant une «*forme de flibusterie politique dans cette attitude*». «*Si les licences ne sont pas données, cela peut créer un problème bilatéral très sérieux entre la France et le Royaume-Uni et aussi entre l'Union européenne et le Royaume-Uni*», a averti celui qui est également cité comme possible candidat à la présidentielle à droite.

Les pêcheurs néerlandais accusés de saccager des installations françaises

Des pêcheurs de Boulogne-sur-Mer, premier port de pêche français et premier centre européen de transformation des produits de la mer, dénoncent depuis des mois *«l'invasion de la flotte industrielle néerlandaise»*, qu'ils accusent de surexploiter les ressources de la Manche. Une situation qu'ils dénoncent depuis 10 ans mais aggravée selon eux par le Brexit. Jeudi soir, Olivier Leprêtre, président du comité régional des pêches des Hauts-de-France, a accusé auprès de l'AFP des navires néerlandais d'avoir arraché lundi 600 casiers d'un bullolier français et promis de nouvelles actions pour interdire aux Néerlandais l'accès au port de Boulogne.

La pêche a constitué le point le plus dur de la négociation de l'accord commercial post Brexit conclu fin décembre entre l'Union européenne et le Royaume-Uni. Les prises des pêcheurs de l'UE dans les eaux britanniques représentent 650 millions d'euros chaque année. Le compromis trouvé est source de tensions: les flottes européennes devront renoncer à 25% de leurs captures dans les eaux britanniques à l'issue d'une période de transition courant jusqu'en juin 2026.

L'accord post-Brexit prévoit également l'obligation pour les pêcheurs européens d'obtenir de Londres des licences pour pêcher dans les eaux britanniques. *«Le fait qu'on pêche moins dans les eaux britanniques provoque une redistribution des capacités de pêche»*, a souligné M. Barnier, interrogé sur les tensions entre pêcheurs français et néerlandais. *«Les autorités françaises doivent soumettre cette question à Bruxelles, dans le cadre de la politique commune des pêches»*, a-t-il estimé.

À VOIR AUSSI – Entre Brexit et pandémie, le Royaume-Uni s'inquiète d'un manque de chauffeurs routiers